

La démocratie à l'épreuve de l'Union Européenne et de son élargissement : quelle démocratie pour quelle Europe ? : approches politique et philosophique / Haoues Seniguer.
— Extrait de : Annales de philosophie et des sciences humaines. — N° 20 (2005), pp. 117-139.

Titre de couverture : Annales de philosophie et des sciences humaines. — Bibliogr.

Notes au bas des pages.

I. Etats Unis — Elections. II. Démocratie.

PER L1044 / FP175833P

LA DÉMOCRATIE À L'ÉPREUVE DE L'UNION EUROPÉENNE ET DE SON ÉLARGISSEMENT : QUELLE DÉMOCRATIE POUR QUELLE EUROPE ? APPROCHES POLITIQUE ET PHILOSOPHIQUE

Monsieur Haoues Seniguer

Université Pierre Mandès – Grenoble 2

يتناول النص التجربة الديمقراطية في أوساط الإتحاد الأوروبي الضارب في التوسع، ويسأل أية ديمقراطية لأية أوروبا؟ وتأتي مقارنة الموضوع سياسية وفلسفية طارحة إشكالية الإتحاد الأوروبي في وجه تحديات العولمة.

ينقسم البحث إلى فصلين : الأول ينطلق من عهد الإنسان الشغف بالإقتصاد إلى زمن تهديد الدولة الأمة بالانهيار، ويغوص على المشكلات السياسية والاقتصادية والانتمائية التي تقف حاجزاً دون تحقيق الإتحاد الأوروبي المنشود.

في حين أنّ الفصل الثاني يشكّل دعوة صريحة إلى دعم قيام أوروبا الشعوب والمواطنين، فيلاحظ البحث أنّ مشروع الميثاق الدستوري هو انطلاقة جديدة للإتحاد الأوروبي.

ومع أنّ العقبات ليست قليلة إذا أخذنا بالاعتبار قوة الولايات المتحدة الأميركية وهيمنة نفوذها على العالم، إلا أنّ البحث لا يفقد الأمل في ديمقراطية أوروبية واسعة قائمة على القيم التاريخية وشرعة حقوق الإنسان، وروح القوانين، والشرع، وأصول العقد الاجتماعي، إلى ما هنالك من تراث فلسفي سياسي قادر على تفعيل النهضة وإرساء الديمقراطية العريضة.

INTRODUCTION

Beaucoup de chemin a été parcouru depuis la signature du Traité de Rome le 25 mars 1957 qui donna naissance à la Communauté économique européenne¹, puisque l'Union est en passe maintenant de se doter d'une Constitution pour une Europe élargie. La construction européenne s'est originellement amorcée dans le cadre de la CECA² dans laquelle la production franco-allemande de charbon et d'acier est placée « sous une Haute Autorité commune ouverte à la participation des autres pays d'Europe ». S'il faut, certes, saluer cette formidable initiative sans laquelle les pays d'Europe seraient encore probablement en froid en raison d'un passé éminemment conflictuel, il est indispensable, en revanche,

-
1. Pour être plus exact, c'est la Déclaration Schuman (Ministre français des Affaires étrangères entre 1948 et 1953) prononcée le 9 mai 1950 qui constitua le prélude à la construction européenne. Les Traités de Paris du 18 avril 1951 (naissance de la CECA), et ensuite de Rome ne sont finalement que le prolongement en acte de ce Discours inaugural.
 2. La Communauté économique du charbon et de l'acier regroupe la France, l'Allemagne (RFA), le Benelux et l'Italie. On remarque à cet égard que dès les origines il s'est agi d'assurer la paix et la prospérité des États en développant une étroite coopération économique. Aussi est-il indispensable de souligner l'argument philosophique fort qui soutient l'importance d'engager de telles relations commerciales, véritable garde-fou à d'éventuels conflits. En effet, le commerce privilégie l'échange de biens, d'intérêts et de services à des fins de paix : « L'effet naturel du commerce est de porter à la paix. Deux nations qui négocient ensemble se rendent réciproquement dépendantes : si l'une a intérêt d'acheter, l'autre a intérêt de vendre ; et toutes les unions sont fondées sur des besoins mutuels », Montesquieu dit également la chose qui suit dans passage en question : « L'esprit de commerce produit dans les hommes un certain sentiment de justice exacte, opposé d'un côté au brigandage, et de l'autre à ces vertus morales qui fait qu'on ne discute pas toujours ses intérêts avec rigidité, et qu'on peut les négliger pour ceux des autres. » Cf. « *L'Esprit des Lois*, Livre XX, chapitres 1 et 2 ». Au XIX^e siècle Benjamin Constant reconnaît avec la même acuité l'importance du commerce parmi les Nations : « Il est clair que plus la tendance commerciale domine, plus la tendance guerrière doit s'affaiblir (...) Le but unique des nations modernes, c'est le repos, avec le repos l'aisance, et comme source de l'aisance, l'industrie. » Cf. « *De L'esprit de conquête et de l'usurpation* (1814), I^{er} partie, chapitre 2, GF, 1986, p. 87-89.

de noter que l'Europe ne s'est, depuis lors développée que sous l'égide de la seule rationalité économique, négligeant par trop l'intérêt de tous les peuples européens.

L'Union européenne compte aujourd'hui pas moins de vingt-cinq États membres dont dix tout récents nouveaux adhérents¹ – parmi lesquels on dénombre d'anciennes dictatures d'Europe de l'Est naguère satellites de l'ex-URSS dans le contexte de guerre froide- qui voient ainsi leurs progrès politiques et économiques récompensés à travers la ratification de leur adhésion², mais aussi et surtout les combats et luttes d'autrefois pour la liberté enfin se concrétiser, ce qui, en l'espèce, constitue un tournant historique majeur. La page sombre de la dictature communiste est définitivement tournée. Tous ces peuples de l'Est vivent cet événement comme le début d'une nouvelle ère, grâce notamment à l'acquisition de la citoyenneté européenne³ qui leur donne précisément de nouveaux droits, leur ouvre un espace plus vaste encore de liberté, gage de paix et de sécurité. C'est à n'en pas douter, une forme de consécration pour des hommes et des femmes longtemps opprimés par des administrations dévoyées. En ce sens « L'aimant démocratique » qu'est l'Union européenne comme se plaisait à le signifier le Chancelier allemand Konrad Adenauer, fonctionne bien. En effet,

-
1. Chypre, Malte, L'Estonie, la Hongrie, la Lettonie, la Lituanie, la Pologne, la République tchèque, la Slovaquie, et la Slovénie ont rejoint l'Union le 1er mai 2004.
 2. Cf. Quermonne, J. L., *Le Système politique de l'Union européenne*, p. 115-116. Pour que soit rendue effective la ratification de l'adhésion à l'Union, il est nécessaire de satisfaire à un certain nombre de pré-requis. Outre le fait majeur que le ou les pays prétendants doivent être des États de droit démocratique, il importe aussi qu'il y ait « une convergence maximum des politiques économiques et monétaires. » Les détails sont précisément fournis dans les pages précitées.
 3. C'est le Traité de Maastricht signé le 7 février 1992 par les douze États membres d'alors qui consacre la citoyenneté européenne. Celle-ci est elle-même conditionnée par une citoyenneté nationale. Elle permet de circuler librement et de résider dans les pays de la Communauté, d'être protégé à l'étranger par les ambassades et les consulats de n'importe quel État membre, « le droit de voter et d'être élu dans l'État où l'on réside pour les élections européennes et municipales sous certaines conditions, le droit de pétition devant le Parlement européen, le droit de déposer, auprès du Médiateur européen, une plainte concernant un mauvais fonctionnement de l'administration communautaire ».

c'est la démocratie qui sort grandie de ce processus d'élargissement qui devrait du reste se poursuivre, encourageant par là même d'autres pays à leur emboîter le pas et engager les réformes nécessaires pour espérer un jour, à leur tour, rejoindre les rangs de l'Union. Alors que la paix apparaît désormais acquise sur le territoire européen et que le niveau de développement économique est plus que satisfaisant, les artisans de la construction européenne doivent s'efforcer à présent de faire en sorte que les citoyens profitent des richesses accumulées. Nonobstant les différentes dispositions juridiques prévues par les Traités successifs en vue d'assurer la meilleure coordination possible entre les différents États membres, ainsi qu'une plus grande prise en compte des attentes de l'ensemble de leurs ressortissants, il est un reproche récurrent qui est fait aux Instances européennes, précisément leur « déficit démocratique », compte tenu du manque de transparence.

Si les citoyens de l'Union européenne jouissent assurément d'un ensemble de droits et de libertés supplémentaires grâce à l'acquis communautaire, est-ce à dire pour autant qu'ils participent efficacement aux Institutions supranationales, c'est-à-dire à l'élaboration des grands chantiers européens ? Tiennent-ils vraiment la place qu'ils devraient occuper dans ce nouvel espace public qui peine à se former ? D'aucuns s'interrogent également sur la « gouvernabilité » d'une Union à vingt-cinq États, et peut-être bientôt à plus. Le « déficit démocratique » tant décrié ne risque-t-il pas justement de s'accroître à cause de structures de plus en plus inadaptées ?

Il est plus qu'urgent de mettre en œuvre des réformes et des procédures démocratiques visant à satisfaire, et surtout, à mieux associer les citoyens, aux processus décisionnels. Il en va pour ainsi dire de la crédibilité de cette grande « Idée » qu'est l'Europe.

I. L'UNION EUROPÉENNE FACE AU DÉFI DE LA MONDIALISATION

a- Le Règne de l'homo oeconomicus

Pour répondre aux nouveaux enjeux d'une économie plus que jamais mondialisée, et faire face à la concurrence internationale notamment Nord-américaine (États-Unis en tête mais aussi aux nouveaux pays émergents tels

que la Chine) les Instances européennes¹ obligent constamment les États membres à observer scrupuleusement les normes communautaires en matière de politique budgétaire de telle sorte que le déficit public n'excède jamais 3% du PIB, sous peine de s'exposer aux sanctions prévues par le droit communautaire que la Commission des Communautés européennes² est en charge de faire appliquer (« Garant du respect des Traités ») .

L'économie est une priorité absolue de l'Union – en témoigne le Marché intérieur et maintenant, la monnaie unique pour douze pays de la zone euro – dans le contexte de mondialisation et de libéralisation de plus en plus accrue des échanges, préalable nécessaire à l'accroissement des richesses, vecteur de prospérité et d'indépendance. C'est en tout cas le discours convenu lors des sommets européens et autres conférences intergouvernementales. Les pressions qui pèsent désormais sur les gouvernements nationaux sont si importantes que les marges de manœuvre en matière de politique sociale s'en trouvent *de facto* fortement réduites. Ce qui faisait jadis la force de l'État-nation³, c'était sa grande capacité d'intervention ; en d'autres termes il

1. Il s'agit essentiellement du Conseil de l'Union qui « donne l'impulsion et fixe les objectifs politiques » en partageant en plus, le pouvoir de légiférer avec le Parlement européen, et la Commission européenne qui remplit pour sa part trois fonctions : elle a le pouvoir exclusif d'initiative en ce qui concerne les propositions législatives, à l'exclusion de la politique monétaire qui est du ressort de la Banque centrale. En outre, elle est chargée de « faire respecter les lois de l'Union et de veiller à la mise en œuvre correcte de la législation européenne par les États membres.

Enfin elle gère le budget européen. Le collège de direction de la Commission est constitué de vingt membres (deux pour les pays les plus peuplés, un seul pour les autres) ainsi que d'un nombre important de fonctionnaires.

Pour davantage de détails, voir l'ouvrage de Philippe Herzog intitulé « *Manifeste pour une démocratie européenne*, pp. 98 à 101 ».

2. La Commission européenne est un organe essentiel dans la politique de l'Union et joue un rôle prépondérant qui lui vaut souvent les diatribes de ceux qui la considèrent comme excessivement technocratique, échappant beaucoup trop au contrôle démocratique et au pouvoir discrétionnaire des États.

3. Cf. J. Habermas, *Après l'État-nation, Une Nouvelle constellation politique*, pp. 49 à 57.

était davantage au diapason de la société civile, moins sujet aux pressions extérieures, dans la mesure où la politique sociale relevait de sa seule prérogative (Connu sous la dénomination d'État Providence, généralement d'inspiration keynésienne).

En effet, les nombreuses contraintes budgétaires qui pèsent sur les États au nom de la sacro-sainte compétitivité, limitent considérablement des actions significatives en faveur des plus démunis. Les décisions en matière de finance publique ne relèvent pas de la seule volonté des acteurs étatiques décidés, pour la plupart d'entre eux, à laisser faire les lois du marché, car « les choses se font » prétendent « toutes seules » (selon un préjugé plutôt néo-libéral).

En d'autres mots, il faut laisser libre cours à la concurrence à l'aide de dérégulations, en adoptant, qui plus est, la législation du travail juridiquement la moins contraignante¹.

Cependant, on aura facilement compris que ce sont toujours les plus fragiles des citoyens qui subissent de plein fouet le diktat du Marché. Cette toute puissance de l'économie sur laquelle s'est surtout bâtie la construction européenne, est quasi tyrannique. Peu de cas est fait de la paupérisation d'une bonne partie de la population d'Europe. Il y a une forme

Le philosophe détaille la structure de l'État-nation tel qu'il est né des révolutions française et américaine, ainsi que les étapes qui ont présidé à la formation de l'État de droit démocratique. L'État-nation possède « les moyens de régulation les plus importants en matière d'administration publique » et dans lequel les citoyens assument ensemble un même destin politique. Nous verrons – par la suite – les profonds changements qui affectent aujourd'hui la physionomie classique de l'État dans le contexte européen.

1. En France le gouvernement de droite à majorité UMP (Union pour un Mouvement Populaire ou Parti du Président) conduit par Jean-Pierre Raffarin, est à l'initiative d'une loi qui remet en cause dans ses principes le temps de travail de 35 heures votée sous la précédente législature socialiste, mais également à l'origine de l'ouverture au capital de l'entreprise publique de gaz et d'électricité EDF-GDF, ce qui veut dire que l'on s'achemine à terme vers une privatisation, et donc, une précarisation des salariés est à craindre puisque l'entreprise est exposée à la concurrence étrangère. C'est aussi la qualité du service public qui est sérieusement mise en jeu parce que l'État se désengage.

d'indécence de nos sociétés occidentales qui n'ont jamais connu un si grand niveau de développement, mais qui comptent dans le même temps un nombre considérable de pauvres et précaires. Cela se solde évidemment par une perte de foi dans les Institutions. D'ailleurs la politique va à vau-l'eau si elle n'exerce plus aucune emprise sur les marchés financiers. L'Europe n'apparaît dès lors plus comme un vaste espace de solidarité et de démocratie, mais est un grand terrain de jeu livré aux spéculateurs et multinationales. Dans cette perspective, les souverainetés étatique et populaire s'érodent inévitablement. C'est d'ailleurs de ce constat que se nourrit le discours démagogique des populistes et autres souverainistes qui agitent le spectre de la disparition de l'État-nation.

b- L'État-nation en péril ?

Traditionnellement, l'État de droit démocratique se caractérise par un ensemble de dispositions institutionnelles qui garantissent de manière inaliénable les droits de l'homme et du citoyen¹, ce qui inclut entre autres les droits politiques conçus essentiellement comme droits-participation. Or, certaines Instances de l'Union échappent complètement à la puissance publique des États membres et donc par voie de conséquence, aux citoyens. La Commission européenne fait partie de celles-là. Généralement composée d'une majorité de représentants d'obédience néo-libérale, elle est largement, pour ne pas dire exclusivement, l'organe d'impulsion des législations européennes². Les politiques de l'Europe depuis près de cinquante ans, après

-
1. Si l'on consulte *la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen du 26 août 1789* placée en tête de *la Constitution française de 1791*. Les Constitutions suivantes de la France s'inspireront du reste toujours de ces dispositions originelles. L'article 3 prévoit que « Le principe de toute souveraineté réside essentiellement dans la Nation. Nul corps, nul individu ne peut exercer d'autorité qui n'en émane directement expressément ». Ou encore l'article 5 qui stipule « que la loi est l'expression de la volonté générale. Tous les citoyens ont droit de concourir personnellement ou par leurs représentants à sa formation ». Or dans les faits, on constate que le citoyen n'a que très peu de prise sur son destin politique. Ses revendications peinent à trouver un écho dans la classe politique nationale, et *a fortiori* au niveau européen.
 2. Cf. P. Magnette, *L'Europe, l'État et la démocratie*, p. 124. L'auteur écrit la chose suivante au sujet de la Commission européenne : « Là où les traités lui reconnaissent une certaine autonomie, la Commission a pu, toutefois, développer

que la paix s'est durablement instaurée entre les nations, n'ont majoritairement été que monétaristes et libérales. On a certes voulu rendre l'Union compétitive sur le plan mondial, mais les populations sont les grandes oubliées. L'État n'assume pas, du moins comme il le devrait, sa fonction protectrice en dépit de moyens accrus dans le cadre des coopérations européennes. Ce sont les acteurs non étatiques tels que les multinationales et banques privées qui profitent du grand Marché, ce qui suscite un scepticisme de plus en plus prononcé à l'égard de l'Union européenne, qui donne sérieusement l'impression, de saper littéralement l'exercice réel des souverainetés étatique et populaire¹. L'incapacité des pouvoirs publics à mettre les marchés européen et mondial en rapport avec les impératifs démocratiques et sociaux, laisse le champ libre aux réactionnaires en tout genre, autrement dit aux eurosceptiques et europhobes.

Certaines des positions défendues - quand elles ne sont pas marquées évidemment par des relents de xénophobie - par les souverainistes² en tant que telles ne sont pas condamnables, dans la mesure où ils regrettent, à juste titre, l'érosion du Pouvoir régalien sur de nombreux domaines. Néanmoins, ce sur quoi il importe de s'inscrire radicalement en faux, ce sont sur les raisons invoquées qui ne sont absolument pas les plus significatives (Porosité des frontières de l'Union et donc surcroît d'immigration clandestine, disparition du modèle culturel français ...) C'est donc le nationalisme qui est sous-jacent à leurs discours, qu'il est indispensable, au contraire, de dénoncer. Si le diagnostic établi par les souverainistes peut à la limite s'entendre, mais à la limite seulement, compte tenu de bon nombre d'inexactitudes, les différents remèdes proposés sont en revanche fallacieux

une fonction exécutive étendue au sens normatif (pouvoir réglementaire et de décision individuelle) et matériel (gestion des politiques). L'indépendance que cela lui a permis d'acquérir à l'égard des gouvernements, dans les politiques de la concurrence et commerciale pour l'essentiel, a parfois pu donner l'impression qu'au moins dans ces domaines limités - mais dont l'impact économique est extrêmement large - elle exerçait une autorité qui pouvait aller à l'encontre de celle des gouvernements et limiter sérieusement leur indépendance. »

1. J. Habermas, *L'Intégration républicaine, Essais de théorie politique*, pp. 171 et 172.
2. En France, le représentant politique chef de file par excellence des souverainistes-nationalistes est Philippe de Villiers, élu de Vendée, député européen, fondateur du parti MPF (Mouvement Pour la France).

et dissimulent mal leur volonté puérile de plier l'Europe aux seules exigences franco-françaises, et en quelque sorte de précipiter la sortie de la France hors de l'Union.

Il faut l'affirmer haut et fort, c'est le « déficit démocratique » entretenu pendant de longues années et apparemment rédhibitoire qui entretient le doute et la confusion parmi les citoyens européens, dont la volonté n'est pas suffisamment prise en compte à l'échelle post-nationale¹. Ce qui manque à l'Union européenne, c'est une dimension politique qui redéfinisse avec davantage de transparence, à la fois les domaines de compétence des Instances européennes et des États nationaux, mais aussi des procédures viables visant à mieux associer acteurs de la société civile et citoyens.

II. PLAIDOYER POUR UNE EUROPE DES PEUPLES ET DES CITOYENS

c- Le Projet de Traité constitutionnel : Un nouveau départ pour l'Europe ?

C'est le Conseil européen réuni à Laeken (Belgique) en décembre 2001 qui investit une Convention chargée d'élaborer un *Traité établissant une Constitution pour l'Europe*². Beaucoup se sont élevés contre cette procédure jugée trop peu démocratique. Un certain nombre aurait plutôt préféré une Assemblée constituante composée par définition de représentants désignés directement par le peuple lui-même.

Toutefois, notons justement les progrès accomplis en matière de démocratie ; cette Convention n'est pas uniquement constituée de technobureaucrates bruxellois, mais également de parlementaires nationaux et d'observateurs parmi lesquels des partenaires sociaux. La méthode tranche donc très nettement avec les habituelles Conférences intergouvernementales, à majorité de technocrates réunis à huis clos, qui décident seuls, sans aucun contrepois, en lieu et place de millions de citoyens. Ce « Traité

1. On préférera en définitive le vocable « post-national » pour parler de cette « nouvelle constellation politique » qu'est l'Europe (les deux expressions sont de Habermas), puisqu'elles signifient en réalité et, comme on va le voir, que les souverainetés nationales sont préservées dans le cadre de l'intégration européenne.

2. Cf. O. Duhamel, *Pour l'Europe, La Constitution européenne expliquée et commentée*, pp. 38 à 39. Le professeur Duhamel qui faisait lui-même partie des Conventionnels réunis précise la composition de cette Convention.

constitutionnel¹ », pour être définitivement adopté, doit être ratifié par l'ensemble des États membres; soit par voie référendaire, soit par un vote de chacun des parlements nationaux, ce qui est davantage démocratique.

Le Texte en question n'est certainement pas parfait², mais c'est à coup sûr le meilleur dont nous disposons depuis près de cinquante ans de construction européenne. Nous n'entrerons cependant pas trop avant dans les polémiques qui opposent partisans du Traité et adversaires ; nous essaierons au contraire de l'apprécier sous un œil critique.

En effet, contrairement aux arguments avancés par les souverainistes, les souverainetés étatique et populaire ne sont pas amoindries dans le cadre de ce projet, mais *a contrario* mieux définies³, ce qui ne signifie pas non plus qu'elles le soient idéalement.

Le terme de « Constitution » n'est pas anodin, il ne répond pas non plus uniquement à une volonté d'unification des Européens sous des normes communes seulement, car c'est ce que consacraient déjà les Traités existants ; on cherche maintenant bien plus à les unifier sous des valeurs communes à prétention universelle, ce qu'indique très précisément le

-
1. Ce Texte est hybride dans la mesure où ce n'est pas tout à fait une Constitution qui juridiquement, crée un État alors que l'Union européenne est une fédération d'États souverains, mais déjà beaucoup plus qu'un simple Traité qui organise des relations inter-étatiques sur la base de règles du droit international ; cette dénomination atypique revêt tout son importance, c'est ce que l'on s'attachera à démontrer.
 2. On peut regretter au même titre que Jean-Marc Ferry, que l'on doive ratifier « dans un même mouvement, les Parties proprement constitutionnelles, qui traitent des procédures et des institutions, et d'autre part, ce qui relève d'un traité et porte sur des contenus normatifs... » La Partie III porte sur les objectifs économiques et sociaux. Si elle semble s'inspirer de doctrines monétariste et néo-libérale, elle n'est finalement que le condensé des politiques menées depuis près de cinquante ans.
 3. Il existe *grosso modo* 3 types de compétences. Les compétences exclusives, ce qui relève des seules prérogatives de l'Union ; les compétences partagées, c'est-à-dire ce qui est le fruit de coopérations entre les États membres et les Instances européennes, et enfin les domaines d'action qui sont du seul ressort des États nationaux, avec d'éventuelles collaborations avec l'Europe dans le cas d'une demande expresse de leur part.

Préambule¹. Ainsi, commence à s'ébaucher une espèce de « République européenne »² faisant écho sans doute à la tradition kantienne dont la volonté est clairement de voir émerger « un ordre cosmopolitique ». Avec ce *Traité établissant une Constitution pour l'Europe*, on embrasse incontestablement les idées de Kant contenues dans son opuscule « Vers la paix perpétuelle ». Au cours de son « deuxième article en vue de la paix perpétuelle », le philosophe de Königsberg souligne que « le droit des gens doit être fondé sur un fédéralisme d'États libres ». Il précise que « la constitution républicaine » prévoit une stricte séparation des pouvoirs législatif et exécutif. Par ailleurs, en adoptant une Constitution, on veut faire en sorte que la multitude d'hommes et de femmes devienne un peuple européen à part entière. Il s'agit effectivement de faire prendre conscience aux populations nationales qu'elles participent pleinement à un même destin européen. Ce Texte, qui offre une plus grande lisibilité quant à l'organisation des pouvoirs, prend tout à fait en compte les effets de la mondialisation³ en dotant l'Union d'une personnalité juridique capable ainsi de défendre les intérêts économiques et diplomatiques des États membres, tout en prenant en considération le

-
1. Entre autres, le paragraphe 2 : « S'inspirant des héritages culturels, religieux et humanistes de l'Europe, à partir desquels se sont développées les valeurs universelles que constituent les droits inviolables et inaliénables de la personne humaine, ainsi que la liberté, la démocratie, l'égalité et l'État de droit. »
 2. Je dois cette expression à Jean-Marc Ferry que je remercie pour ses précieuses explications. Lors d'une correspondance, en date du 25 mars 2005, il nous faisait remarquer à juste titre que le Traité constitutionnel visait « une symbolique de république européenne. »
 3. Cf. D. Held, *Democracy and the global order, from the Modern State to Cosmopolitan Governance*, pp. 16 à 23. L'auteur souligne très clairement que la globalisation a profondément modifié l'architecture classique de l'État-nation : les problèmes et enjeux liés à la mondialisation appellent désormais des réponses non plus à l'échelle de l'État national mais à un niveau post-national, ce qui nécessite de s'unir : « Yet, in a world of regional and global interconnectedness, there are major questions to be put about the coherence, viability and accountability of national decision-making entities themselves. Further, decisions made by quasi-regional or quasi-regional organizations such as the European Union (EU)..." p. 17.

nécessaire progrès social¹. L'Europe prend acte de la mondialisation en essayant de se constituer en communauté politique² et dans la foulée de susciter une espèce de « patriotisme constitutionnel ». Enfin, il est un point que l'on ne voit, étonnamment, écrit nulle part, que personne ne défend, à propos du refus absolument justifié de mentionner dans le Préambule les racines spécifiquement chrétiennes de l'Europe ; c'eût été, de notre point de vue, une inexactitude historique (un raccourci si l'on préfère), de même qu'une irresponsabilité. Comment affirmer que l'Europe ne se serait construite, outre « les valeurs culturelles et humanistes », que sur des racines chrétiennes ? Que serait devenu alors l'islam occidental qui a commencé avec la conquête de l'Espagne entre 711 et 716 pour s'achever partiellement en 1492³ ? La civilisation musulmane, à cette époque, a beaucoup apporté à l'Europe en matière de savoir-faire et de culture ; elle mériterait par conséquent autant que le christianisme de figurer en propre dans le Texte. L'Occident souffre « d'une amnésie » que des médiévistes rigoureux tentent de guérir (Alain de Libéra en particulier). Ce serait inéquitable de mentionner le christianisme sans parler simultanément de l'islam.

Enfin, si l'on souhaite susciter « un patriotisme constitutionnel » authentique, on insiste davantage sur l'absolue nécessité de souscrire aux

-
1. C'est la première fois qu'un Texte européen accorde autant d'importance au progrès social et au plein emploi (Cf. art I, 3). Désormais l'on affiche la volonté, certes d'avoir une économie « hautement compétitive », mais avec le souci que les citoyens puissent profiter de la richesse produite.
 2. Le penseur communautarien Michael Walzer estime que pour qu'il y ait vraiment communauté politique, la communauté légale (normes communes aussi bien positives que juridiques applicables sur un territoire donné) doit être recoupée par une communauté morale (valeurs et « pratiques partagées entre des membres formant culturellement une communauté »). Ce dernier critère ne peut être rempli dans le cadre de l'Union européenne qui reconnaît la diversité des peuples qui la composent. En revanche, Jean-Marc Ferry soutient qu'une communauté morale post-nationale est possible sur la base d'une mémoire historique commune et une culture politique partagée, ce qui prend mieux en compte l'histoire de l'Europe. Cf. « Problèmes théoriques de la construction européenne, p. 15, par Jean-Marc Ferry, cours disponible en ligne à l'adresse suivante : <http://users.skynet.be/jean.marc.ferry>
 3. Cf. A. De Libera, « Fractures en Méditerranée » in *Islam contre Islam, Manière de voir* 64, *Le Monde diplomatique*, juillet-août 2002, pp. 10 à 14.

fondements de l'État de droit démocratique, ce qui signifie que l'Union européenne n'est pas un club chrétien dont l'entrée serait par essence interdite à des pays comme la Turquie.

Venons-en précisément à l'État démocratique et ses particularités. Il garantit effectivement un ensemble de droits et de libertés. Les droits-participation sont sans aucun doute les plus importants, parce qu'ils sont censés permettre une prise en compte des revendications et besoins du peuple appelé à se prononcer sur des programmes politiques débattus lors de campagnes électorales. À cet égard, nous devons pouvoir nous sentir en même temps comme « auteurs et destinataires du droit ».

Nous reprendrons quelques unes des avancées démocratiques significatives opérées par le Traité.

Les pouvoirs du Parlement européen sont accrus puisqu'il possède, sur le même plan que le Conseil, les fonctions législative et budgétaire. Cela revêt tout son poids. En effet, les parlementaires européens, avec désormais davantage d'influence sur les politiques, sont élus au suffrage universel direct et représentent directement le peuple. Les parlements nationaux contrôlent, quant à eux étroitement, la Commission européenne dans le cadre du principe de subsidiarité. Les actes législatifs proposés par cette dernière sont strictement encadrés par le Conseil européen et visés par les Conseil des ministres et Parlement européen avant d'être définitivement adoptés. L'on voit bien que ce Traité assure un plus grand respect des souverainetés étatique et populaire. L'argument des populistes et souverainistes invétérés selon lequel l'Europe, avec ce Texte, réduirait toujours plus les prérogatives de l'État national, est définitivement battu en brèche.

Néanmoins est-ce à dire que ce *Traité établissant une Constitution pour l'Europe* ne souffre d'aucune faille ? Sur le plan démocratique, il est certainement loin d'être totalement satisfaisant même si des progrès remarquables ont été consentis.

En effet, les articles¹ relatifs aux principes d'égalité démocratique, de démocraties représentative et participative frappent par la pauvreté de leur contenu. Les Conventionnels se sont apparemment contentés d'une approche éminemment minimaliste. Le fait d'assurer aux citoyens la possibilité de rendre compte de leurs revendications et opinions n'est rien de plus qu'une

1. Cf. Articles I, 45 ; I, 46 et I, 47.

liberté d'expression ; en quoi auraient-elles valeur de contrainte sur les organes de l'Union, Commission européenne en tête ? Le paragraphe 4 de l'article I, 47 ne stipule nullement que les voix d'un million de citoyens – qui appelleraient de leurs vœux la Commission à prendre des initiatives de son ressort – sont contraignantes. Aussi, tant que l'exigence de donner plus de poids aux initiatives citoyennes n'est pas remplie – c'est-à-dire surtout à leurs revendications sociales, en organisant pour ce faire des débats publics parfaitement structurés mettant aux prises représentants politiques et concitoyens – la souveraineté populaire ne sera pas parfaitement honorée. Celle-ci consiste avant tout en ce que la loi, ou son inspiration, doit être émanée de « la volonté générale ». On empêche par trop les citoyens d'être la pierre angulaire des législations. Enfin, ce n'est pas parce que l'on rend publiques des décisions politiques que cela signifie que les attentes citoyennes ont été pleinement satisfaites.

d- Pour un espace public européen.

Sous les effets de la mondialisation, les États ont été progressivement amenés à se constituer en entités macro-régionales pour faire face à la concurrence mondiale. Dans ces conditions, notamment celle d'interdépendance généralisée, la démocratie n'est plus pensable à la seule échelle de l'État-nation. Le tort des souverainistes est de véhiculer l'idée fallacieuse selon laquelle il n'y aurait de démocratie qu'au niveau national, alors même que la globalisation est une réalité dont il faut tenir compte pour mieux la repenser. Ainsi se posent des questions insistantes au sujet de l'Union européenne, et qui s'inspirent à la fois des réflexions de Habermas et de Jean-Marc Ferry¹ : d'abord, quel modèle démocratique voulons-nous pour l'Europe ? Ensuite, quels sont les objectifs prioritaires qu'elle se doit de poursuivre pour s'adapter aux exigences du monde d'aujourd'hui ?

Nous ne reprendrons évidemment pas les analyses exhaustives des deux penseurs mais celles qui nous paraissent les plus importantes pour le travail que nous avons à mener. Trois modèles de démocratie s'offrent à nous.

Le modèle participatif, prôné essentiellement par les Anciens, et dans la modernité notamment, par Jean-Jacques Rousseau² - qui lui n'envisage pas

1. Cf. J.-M. Ferry, *Problèmes théoriques de la construction européenne*, pp. 42 à 62.

2. Cf. J.-J. Rousseau, *Du Contrat social*.

de délibération publique – ne correspond plus au modèle de l'Union qui compte 450 millions d'habitants pour un ensemble de vingt-cinq États. Dans la vision rousseauiste de la démocratie, le peuple est absolument souverain. C'est lui qui décide seul des moyens dont il a besoin pour mener à bien son existence politique. La loi naît de la volonté générale qui n'est pas la volonté de tous, mais à laquelle on se résout néanmoins car elle s'approche de cet idéal-type. Ce vers quoi doit tendre la volonté générale, c'est ce que l'intimité de « la conscience non dépravée » lui dicte ; plus simplement encore, c'est ce que dans l'absolu, chaque conscience est normalement encline à poursuivre. Cependant, deux critiques majeures rendent impossible dans le cadre de l'Union, la démocratie participative telle que la concevait le citoyen de Genève (très exactement une démocratie directe).

La première, c'est la taille de la population européenne. Il s'agit « d'un problème d'opérationnalité ». En effet, ce qui était possible pour des Cités-États de moindre taille comme les Cités grecques ou encore des pays de petite superficie dont la population n'est pas nombreuse tels que la Suisse, devient parfaitement inapproprié pour de plus grandes entités. Si les principes politiques décrits dans « Du Contrat social » selon l'aveu même de Rousseau demeurent inapplicables pour des États nationaux de la taille de la France, alors *a fortiori* ils le sont aussi pour des entités macro-régionales du type de l'Union européenne.

Enfin, si la souveraineté est une et indivisible au sens où l'entend notre philosophe, cela signifie que le peuple uni en « corps politique » décide des affaires publiques au nom de tous. Toute décision partirait de tous, pour aller en direction de tous. Rousseau récuse toute idée de Prince ou de représentants chargés de présider au destin du peuple. Or apparaissent, avec cette thèse, les ferments d'un absolutisme de la souveraineté populaire très bien stigmatisés par des auteurs comme Benjamin Constant et Emmanuel Kant. Ce dernier privilégiait pour sa part la constitution républicaine qui évite selon lui les écueils de la constitution démocratique, en ce que la première instaure une stricte séparation des pouvoirs législatif et exécutif¹, quand la seconde les confond. La forme de l'État démocratique pour le philosophe de Königsberg présente tous les risques d'une dérive vers le despotisme ; car il s'agit précisément « d'une forme d'État où tous, qui ne sont pourtant pas tous, décident – ce qui met la volonté universelle en

1. Cf. E. Kant, *Vers la paix perpétuelle*, pp. 86 à 88.

contradiction avec elle-même et avec la liberté¹ ». Selon une autre formulation, quand « tous décident au sujet d'un seul » on fait face, à proprement parler, à un despotisme. Ce que veut exprimer Kant *in fine*, c'est l'idée selon laquelle les représentants ne sont pas tous, car ils ne sont précisément que de simples représentants.

Les deux auteurs se retrouvent finalement pour affirmer que le modèle du gouvernement représentatif est celui qui convient le mieux.

On voit bien à l'heure actuelle que le système représentatif s'applique largement dans l'ensemble des démocraties occidentales qui s'appuient également sur un régime essentiellement parlementaire. On aura l'occasion de souligner cependant, que nos démocraties représentatives conservent une dimension participative qui n'est certes pas suffisamment marquée.

Il faut reconnaître à Benjamin Constant le mérite d'avoir introduit rigoureusement une distinction fondamentale entre la source et l'exercice du pouvoir politique², différence qui lui permet de mieux se départir – et du despotisme, dans sa forme la plus aiguë qui consiste en la concentration du pouvoir entre les mains d'un Seul, – et l'absolutisme populaire tel que le permet la doctrine rousseauiste de la volonté générale. Le peuple auquel on accorde des libertés fondamentales, désigne par le biais du vote, des acteurs politiques dont la fonction principale est de les représenter et de remplir les missions pour lesquelles ils ont justement été élus, au premier rang desquelles la satisfaction de leurs intérêts. Ces élections se doivent évidemment d'être organisées selon les règles strictes de l'État de droit démocratique (pluralisme politique, transparence dans le déroulement des élections...)

L'Assemblée ou le Parlement qui est censé être le lieu par excellence du débat démocratique, ce qu'on ne peut lui contester, rencontre cependant une série d'inconvénients qu'on ne saurait éluder. Le fait de conférer un mandat à un élu de notre choix (à supposer qu'il le soit vraiment) ne suffit pas à assurer un *continuum* participatif. Rien ne m'assure définitivement que le programme sur lequel je me suis fondé pour effectuer mon choix, sera honoré ; ni même que l'on me demandera par la suite, mon avis, sur de

1. *Op. cit.* p. 87.

2. On doit une nouvelle fois nos références, aux explications tout à fait précieuses et lumineuses du professeur Jean-Marc Ferry.

grandes questions de société (organisation de référendums sur de grandes questions sociales par exemple) ; en effet, il se peut toujours que les lois et normes adoptées par les gouvernements ne respectent pas dans leur esprit les espérances et attentes initiales de leurs concitoyens. On se heurte inmanquablement aux limites inhérentes à la démocratie parlementaire (ou démocratie représentative plus particulièrement).

Tant que les normes qui engagent la collectivité, ne sont pas véritablement débattues, il subsistera indéfiniment un décalage entre les volontés et opinions publiques, et les Institutions chargées pourtant de défendre leurs intérêts. En effet, il importe de créer un lien entre les discussions et les décisions, de telle façon que ces dernières puissent leur force de légitimation de débats publics¹ où prendraient place à la fois citoyens ou acteurs de la société civile (représentants issus du tissu associatif, membres actifs d'ONG etc.,) et décideurs publics. La stricte égalité des participants devant par ailleurs être impérativement respectée, ce qui n'est pas toujours évident – loin s'en faut – lors des négociations entre syndicats et gouvernements.

Les procédures législatives excluent la plupart du temps les personnes concernées. Il est indispensable de faire place à un espace public² non seulement au niveau national, mais aussi très rapidement à l'échelon européen. Beaucoup de citoyens d'Europe, que les politiques ne consultent pas assez sur les grandes questions, perçoivent les Organes de l'Union européenne comme étant bien trop loin de leurs préoccupations quotidiennes, ce qui se traduit par un très fort taux d'abstention lors des différentes élections, notamment européennes ; dès lors la part belle est faite aux discours passésistes des nationalistes de tous bords.

Dans la lignée de l'éthique procédurale ou éthique de la discussion prônée par Jürgen Habermas, il convient de mettre en place des débats

-
1. Cf. D. Held, *Op. Cit.* pp. 153 à 158. Le philosophe explicite « Le principe d'autonomie » en insistant au même titre que des auteurs comme Habermas sur l'importance d'organiser des débats publics.
 2. C'est véritablement Habermas qui a le mieux thématiqué cette expression d'« *Öffentlichkeit* » terme allemand difficilement traduisible. Pour une plus grande explicitation du concept. Cf. *L'Espace public* de Jürgen Habermas, et *Le Vocabulaire de Habermas* par Christian Bouchindhomme.

publics à l'issue desquels seraient considérées comme valides les normes ayant fait l'objet « d'un accord de tous les intéressés en tant que participants d'une discussion pratique ». Les citoyens pourraient ainsi de nouveau se considérer à la fois comme les destinataires et les auteurs du droit. Ce sont les interactions communicationnelles¹ qui créeraient une force de légitimation supplémentaire, au lieu d'attendre systématiquement les élections pour faire montre de son mécontentement. Cette démocratie délibérative conserve tous les aspects de la démocratie représentative, en garantissant *de facto* une dimension éminemment participative des citoyens.

Toutefois, pour favoriser l'émergence d'un espace public authentique non seulement au niveau national mais surtout européen, il convient de satisfaire un certain nombre de pré-requis.

Dans nos sociétés actuelles le système d'information et de diffusion a pris une place considérable tant et si bien qu'il a modifié le paysage de la sphère publique telle qu'elle se définissait encore aux XVIIIème et XIXème siècles. Si l'on suit la lecture que propose Jean-Marc Ferry du concept d'« espace public » tel qu'il est développé par Habermas, on réalise que le XXème siècle a opéré une rupture nette par rapport au XIXème siècle marqué par la place centrale qu'occupaient la presse d'abord, et les syndicats par la suite. Ces deux canaux entre autres, assuraient la médiatisation des conflits, des manifestations populaires. Désormais, la télévision a largement pris le pas sur l'écrit qui semble-t-il garantissait mieux la mise au jour des conflits qui animaient la société civile². Si la grande tradition de la presse écrite est de se situer au plus près de la société, et de braquer ses projecteurs sur l'opinion publique et ses attentes normatives, la télévision quant à elle, et justement à ses débuts « se tenait près de la symbolique de l'État ». Elles n'avaient pour ainsi dire pas tout à fait la même fonction ; la seconde servant davantage l'intérêt de l'État, et prenant parfois la forme de propagande.

1. Cf. J.-M. Ferry, *Philosophie de la communication 2, Justice politique et démocratie procédurale*, pp. 68 à 76. L'auteur nous explique très clairement la manière dont doit s'organiser la discussion pratique (« rigueur analytique des arguments avancés, consistance logique des conclusions produites... degré d'ouverture consenti à la défense des positions ou points de vue faibles ou minoritaires. ») Le philosophe nous gratifie en sus d'une clarification des positions divergentes de Rawls et « sa situation originelle » et Habermas et « sa situation idéale de parole. »

2. Cf. J.-M. Ferry, *La Question de l'État européen*, p. 234.

Le médium télévisuel ne met plus assez en avant la pluralité et les aspects conflictuels des différentes options politiques. La volonté de faire le spectacle, de divertir, prime sur le véritable service d'intérêt général. Des débats publics sérieux et parfaitement organisés se font très rares.

Pour rendre envisageable une démocratie délibérative, il est impératif de repenser le rôle des médias qui jouent un rôle prépondérant dans le fait de faire vivre ladite démocratie.

Il faudrait comme le propose Jean-Marc Ferry, responsabiliser les médias en leur attribuant des missions d'ordre civique et culturel dont l'objectif majeur serait de mettre en évidence les revendications populaires ; ce qu'aurait précisément pour but une « Charte européenne sur l'audiovisuel ». Ensuite, organiser sur des grandes questions de société, des discussions publiques auxquelles participeraient des acteurs de la société civile que l'on prendrait le temps d'écouter, en considérant également avec sérieux les propositions qu'ils viendraient à émettre. Ainsi, pour ne pas susciter un sentiment constant et croissant de désintérêt des citoyens vis-à-vis des Instances européennes, il est indispensable que le Parlement de Strasbourg soit finalement le lieu où se feraient jour la synthèse des attentes normatives en matière de justice sociale, de droits fondamentaux que l'on garantirait juridiquement, soit, les revendications les plus insistantes et pertinentes que l'on aurait pris le temps d'examiner au préalable dans chacun des différents « parlements nationaux, régionaux, et locaux¹ ». Les souverainetés populaire et étatique continueraient de cette façon à avoir une prise permanente sur les organes transnationaux.

Enfin, l'idée de rendre effectif « un revenu minimum d'existence ou revenu de citoyenneté² » mérite notre considération car il a d'une part, une vocation universelle puisqu'il serait versé à tout citoyen européen majeur quelle que soit sa place sur le marché de l'emploi, et d'autre part présente l'avantage d'encourager les vocations, notamment tout ce qui a trait au milieu associatif (émergence d'un secteur quaternaire ou secteur d'activités non mécanisables pour faire face à l'automation et la crise de l'emploi dans les secteurs traditionnels). Il permettrait aussi que l'économie soit quelque

1. Cf. J.-M. Ferry, « Dix thèses sur *La Question de l'État européen* » in <http://users.skynet.be/jean.marc.ferry>

2. Cf. J.-M. Ferry, *L'Allocation universelle, Pour un revenu de citoyenneté*.

peu rattrapé et jugulé par le politique, pour ne pas laisser le Marché imposer totalement son diktat, autrement dit il s'agit de renouer avec une solidarité soutenue. Pour pouvoir remplir ce programme social ambitieux, il convient avant tout de résoudre les problèmes de disparité dans le niveau de développement économique et social des différents États membres. Les nouveaux pays entrants ont un niveau de protection sociale bien moindre que d'autres nations d'Europe de l'Ouest, comme la France ou l'Allemagne. Tant que les aides accordées par Bruxelles ne sont pas en quantités suffisantes à l'endroit de ces nouveaux adhérents, au moins à hauteur de celles qui ont été allouées à l'Espagne et au Portugal au moment de leur adhésion, le risque de *dumping social* est une menace réelle. Ainsi, avant même d'envisager un revenu minimum, il importe de réfléchir durant les mois qui viennent et dans les prochaines années, sur les divers moyens à mettre en œuvre pour harmoniser les législations du travail, afin de tirer vers le haut les économies des ex-pays de l'Union soviétique en particulier ; d'où l'importance aussi de ne pas précipiter la signature de nouvelles adhésions qui pourraient être préjudiciables.

CONCLUSION

L'Union européenne, héritière de la CECA a, semble-t-il, réussi à assurer la paix au sein de son espace. Elle constitue en cela un pôle d'attraction pour beaucoup de pays voisins, et va, jusqu'à susciter des sentiments mêlés de craintes, et d'attraits notamment au sein des États du Maghreb (Maroc en particulier) qui aspirent au développement économique et démocratique, et de la part du Proche-Orient où les territoires palestiniens notamment attendent beaucoup de leurs partenaires européens pour relancer le processus de paix avec Israël et créer un État palestinien. Du côté américain, les conservateurs voient plutôt d'un mauvais œil la progression politique de l'Union, ce qui fait dire à certains que les États-Unis redoutent¹ la ratification

1. Cf. J. Habermas, « Le non illusoire de la gauche » in *Le Nouvel Observateur*, p. 39. Le philosophe allemand écrit, en particulier, que l'Europe pourrait de cette sorte « développer une politique extérieure et de sécurité commune qui disposerait d'un *soft power* suffisant pour conforter l'opposition aux idées que se font les néoconservateurs de l'ordre mondial, et ce aux États-Unis même ». C'est la raison pour laquelle Bush « pourrait se réjouir d'un échec de la Constitution européenne »

du Traité constitutionnel qui donnerait plus de poids aux États membres sur la scène internationale, dans la mesure où il y aurait alors un Ministre des Affaires étrangères européen qui s'exprimerait d'une seule voix sur des questions d'ordre international au nom de l'Europe entière (ou tout du moins des pays de l'Union), réduisant ainsi les risques de divisions comme ce fut le cas lors de la crise irakienne. Elle se doit de peser de tout son poids dans l'application des résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU (récemment l'exemple libanais).

Néanmoins, des solutions préalables doivent être trouvées au sein même de l'Europe ; l'Union européenne s'est préoccupée pendant de trop longues années des seules performances économiques, et n'a pas pris réellement en compte la déconnexion progressive entre le discours technocratique et les attentes normatives des citoyens européens. Il ne suffit plus de décider pour des millions d'Européens mais sans les citoyens. Les normes et lois européennes ont davantage concerné les secteurs économiques et monétaires, que la tentative de trouver de vraies solutions pour stimuler le marché de l'emploi, et de rendre plus efficace la solidarité jadis dévolue à l'État providence dans le cadre d'une mondialisation qui était alors un peu moins agressive. Dès lors on comprend l'incrédulité de leurs concitoyens qui voient les Institutions européennes comme une machine à broyer les souverainetés nationale et populaire, faisant le jeu des ethno-nationalistes qui refusent de penser en Européens pour ne raisonner qu'en Français, Allemands (...) Les politiques doivent conséquemment réinvestir l'économie et faire en sorte de mieux dompter les marchés, en instituant à terme un revenu minimum européen pour ne pas entraîner précisément désintérêt et donc pour ne point favoriser un mauvais fonctionnement de la démocratie, qui ne se porte jamais mieux qu'avec la participation active des citoyens.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- BOUCHINDHOMME, C., *Le Vocabulaire de Habermas*, Ellipses, Paris, 2002.
- CONSTANT, B., *De L'esprit de conquête et de l'usurpation*, Garnier-Flammarion, Paris, 1986.
- DE LIBERA, A., « Fractures en Méditerranée » in *Islam contre Islam*, Manière de voir 64,
- Le Monde diplomatique, Paris, Bimestriel juillet-août 2002.
- DUHAMEL, O., *Pour l'Europe, La Constitution européenne expliquée et commentée*, Seuil, Paris, octobre 2003, janvier 2005.
- FERRY, J.-M., *L'Allocation universelle, Pour un revenu de citoyenneté*, Cerf Humanités, Paris, 1996.
 - o *Philosophie de la communication 2, Justice politique et démocratie procédurale*, Cerf Humanités, Paris, 1994.
 - o *La Question de l'État européen*, Gallimard essais, Paris, 2000.
 - o Site Internet : <http://users.sky.be/jean.marc.ferry>
- HABERMAS, J., *Après l'État-nation, Une nouvelle constellation politique*, traduit de l'allemand par Rainer Rochlitz, Fayard, Paris, 2000.
 - o *L'Espace public, Archéologie de la publicité comme dimension constitutive de la société bourgeoise*, traduction de Marc B. de Launay, Payot, Paris, 1992.
 - o *L'Intégration républicaine, Essais de théorie politique*, traduit de l'allemand par Rainer Rochlitz, Fayard, Paris, 1998.
 - o « Le non illusoire de la gauche » in *Le Nouvel Observateur* pp. 38 et 39, traduit de l'allemand par Christian Bouchindhomme, Paris, n°2113 du 5 mai au 11 mai 2005.
- HELD, D., *Democracy and the Global Order, From the Modern State to Cosmopolitan Governance*, Stanford University Press, California, 1995.
- HERZOG, P., *Manifeste pour une démocratie européenne*, Les Editions de l'Atelier/Les Editions Ouvrières, Paris, 1999.

- KANT, E., *Vers la paix perpétuelle*, Présentation par Françoise Proust, Traduction par Jean-François Poirier et Françoise Proust, Garnier-Flammarion, Paris, 1991.
- *Les Constitutions de la France depuis 1789*, présentation de Jacques Godechot, Garnier Flammarion, Paris, 1995.
- MAGNETTE, P., *L'Europe, l'État et la démocratie*, Editions Complexe, Université de Bruxelles, Bruxelles, 2000.
- MONTESQUIEU, *De L'esprit des lois*, Classiques Garnier, Paris, 1998.
- QUERMONNE, J.-L., *Le Système politique de l'Union européenne*, Montchrestien, 5^{ème} édition recomposée et actualisée, Paris, 2002.
- RICOEUR, P., *Soi-même comme un autre*, Seuil, Paris, 1990.

ROUSSEAU, J.-J., *Du Contrat social*, Chronologie et Introduction par Pierre Burgelin, Garnier-Flammarion, Paris, 1980.